



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'AUDE

Direction départementale des Territoires et de
la Mer des Pyrénées-Orientales

Délégation à la mer et au littoral des Pyrénées-
Orientales et de l'Aude

Unité encadrement des activités maritimes

**Arrêté préfectoral n° DDTM-DML-2020-114-0001
portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, de
l'expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la
consommation humaine des coquillages**

du groupe 2 en provenance de la zone 11.03 – Etang des Ayguades et de Mateille (nord)

du groupe 3 en provenance de la zone 11.05 – Etang du Grazel

du groupe 2 en provenance de la zone 11.11 – Etang de l'Ayrolle

du groupe 3 en provenance de la zone 11.14 – Etang de Leucate: parcs ostréicoles

du groupe 2 en provenance de la zone 11.19 – Port Leucate Avant Port

La préfète de l'Aude,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le règlement CE n° 178-2002 du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;

Vu le règlement CE n° 852-2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;

Vu le règlement CE n° 853-2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu le règlement CE n° 854-2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Vu le règlement CE n° 1069/2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement CE 1774/2002 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment en son titre III du livre II ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des

52 rue Jean Bringer - CS 20001 - 11836 CARCASSONNE CEDEX 9

Horaires d'ouverture : du lundi au jeudi : 8h30/12h – 13h30/16h et le vendredi de 8h30/12h – 13h30/15h

Téléphone : 04.68.10.27.00 - Télécopie : 04.68.72.32.98

Site Internet des services de l'Etat dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/> - Facebook : <http://www.facebook.com/pages/>

coquillages vivants ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM-DML-2019343-0001 du 16 décembre 2019 portant classement de salubrité et de surveillance sanitaire des zones de production des coquillages vivants sur le littoral du département de l'Aude ;

Vu le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Mme Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2020-014 en date du 16 mars 2020 portant délégation de signature à M. Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer, pour les affaires maritimes et pour l'instruction des demandes d'autorisation de transports exceptionnels de l'Aude ;

Vu la décision du 16 mars 2020 de M. Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer, portant délégation de signature pour l'application de l'arrêté préfectoral susvisé à M. Xavier PRUD'HON, directeur adjoint, délégué à la mer et au littoral ;

Vu l'avis de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aude en date du 23 avril 2020;

Considérant les résultats d'analyses effectuées par le LDV34 semaine 17 (prélèvements du 22/04/20) par le réseau de surveillance REMI, et le bulletin de l'IFREMER de Sète n° 20/024 du 23/04/2020, sur des palourdes prélevées sur la zone 11.03 – Etang des Ayguades et de Mateille (nord), sur des moules prélevées sur la zone 11.05 – Etang du Grazel, sur des palourdes prélevées sur la zone 11.11 – Etang de l'Ayrolle, sur des huîtres prélevées sur la zone 11.14 – Etang de Leucate: parcs ostréicoles, et sur des palourdes prélevées sur la zone 11.19 – Port Leucate Avant Port, montrant une contamination bactérienne de ces coquillages à des taux supérieurs à 4600 E.coli/100g de chair et de liquide intervalvaire ;

Considérant les bulletins d'alerte de niveau 0 émis par IFREMER le 21 avril 2020 à la suite des fortes précipitations enregistrées du 19 au 20 avril par les stations Météo France de Leucate et de Narbonne ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Sont provisoirement interdits, à compter du 23 avril 2020, la pêche, le ramassage, le transport, la purification, l'expédition, le stockage, la distribution, la commercialisation et la mise à la consommation humaine des coquillages :

- du groupe 2 en provenance de la zone 11.03 – Etang des Ayguades et de Mateille (nord)
- du groupe 3 en provenance de la zone 11.05 – Etang du Grazel
- du groupe 2 en provenance de la zone 11.11 – Etang de l'Ayrolle
- du groupe 3 en provenance de la zone 11.14 – Etang de Leucate: parcs ostréicoles
- du groupe 2 en provenance de la zone 11.19 – Port Leucate Avant Port

ARTICLE 2 :

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux lots de coquillages mis à l'abri antérieurement au 20 avril 2020.

ARTICLE 3 :

À compter du 20 avril 2020, date du début de l'évènement, les coquillages concernés sont considérés comme impropres à la consommation humaine.

Tout professionnel qui a depuis cette date commercialisé des coquillages issus de ces zones de production doit engager immédiatement sous sa responsabilité leur retrait du marché, en application de l'article 19 du règlement (CE) n° 178/2002, et en informer la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aude.

ARTICLE 4 :

Les lots retirés du marché devront être détruits selon les modalités fixées par le règlement CE n° 1069/2009.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Narbonne, le maire de la commune de Leucate, le maire de la commune de Gruissan, le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aude, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Aude, le commandant du groupement de gendarmerie maritime de la Méditerranée, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Perpignan, le 23 avril 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le directeur -adjoint, délégué à la mer et au littoral


Xavier PRUD'HON